

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2021)
Heft: 3

Artikel: Une intervention militaire internationale au Cabo Delgado (Mozambique) est-elle inéluctable?
Autor: Dupuy, Emmanuel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-977677>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

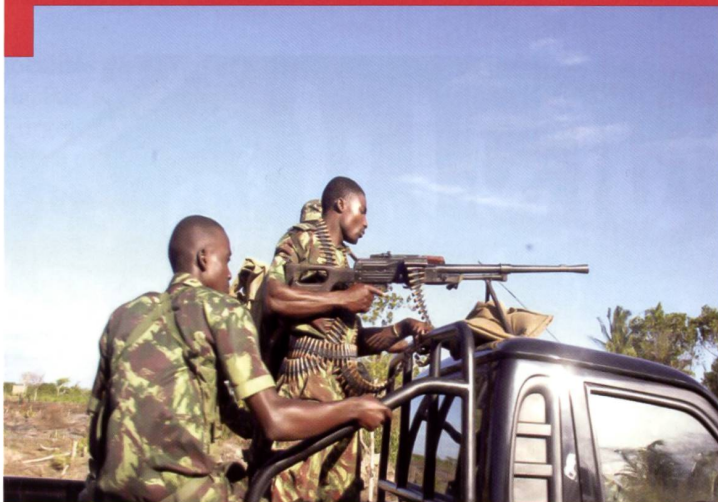
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Des soldats de l'armée régulière couvrent la progression de leurs camarades. La violence dans la province septentrionale du Mozambique a débuté en 2017.

International

Une intervention militaire internationale au Cabo Delgado (Mozambique) est-elle inéluctable ?

Emmanuel Dupuy

Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

La conquête par le mouvement Al-Shabab (« les jeunes » en arabe) du port de Palma, au Nord-Est du Mozambique, dans la région de Cabo Delgado, semble avoir pris la communauté internationale par surprise. Pourtant, depuis octobre 2017, ce groupe armé terroriste (GAT) d'inspiration djihadiste était devenu un sujet de préoccupation grandissant. L'ONG américaine Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) a estimé en mars dernier que plus de 2'000 à 2'500 personnes (dont 1'300 civils) sont mortes dans le cadre d'attaques incessantes menées dans cette région depuis 2017. L'ACLED précise que sur près de 600 attaques recensées depuis 2017, 90 % sont attribuables aux Shabab.

L'attaque de Palma aurait ainsi avoir causé la mort de 57 personnes, dont 7 ressortissants étrangers, et provoqué le déplacement de près de 13'000 personnes vers les localités de Nangade, Pemba, Quitunda, Mueda ou la Tanzanie voisine. Ceux-ci viennent rejoindre les 535'000 à 670'000 Mozambicains ayant fui précédemment la région, selon plusieurs sources, dont l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, le Bureau onusien de la coordination des affaires humanitaires ou encore le Programme alimentaire mondial.

Opportunisme ou stratégie délibérée visant les intérêts étrangers ?

Bien que le Mozambique, indépendant depuis seulement 1975, soit une ancienne colonie portugaise depuis 1498, la France n'est pas pour autant désintéressée. C'est en effet dans le canal du Mozambique que Paris entend rester ferme et déterminée à protéger la souveraineté de ses cinq Îles Eparses et de l'immense Zone économique exclusive (ZEE) et du plateau continental attenant (640'000 km²) soit deux fois la superficie de la France hexagonale ! C'est également dans cette prometteuse partie australe de l'océan Indien que la France possède de solides arguments militaires, grâce à ses deux départements de Mayotte (devenu le 101^e département français, après

le référendum de 2009) et de la Réunion et les quelque 2'000 forces de souveraineté qui s'y déploient par le truchement de ses Forces armées de la zone Sud de l'océan Indien (FAZSOI), ses cinq navires (notamment ses deux frégates et deux patrouilleurs), ses deux avions de transport et deux hélicoptères.

Depuis, de nombreuses spéculations sont apparues quant au rôle que Paris devrait y jouer, notamment eu égard au fait que c'est dans cette riche région gazière du Nord-Est du pays – troisième réserve gazière africaine (après le Nigéria et l'Algérie) – plus précisément au large de ses côtes et celles de Tanzanie, sur le bassin gazier de Rovuma, que s'y déploient de nombreuses compagnies pétrolières, dont l'américaine Exxon associée à l'italienne ENI sur les blocs 4 et la française Total, sur le bloc 1. Cependant, Exxon et ENI semblent avoir pris plus prudemment la décision de reporter leur investissement, tandis que Total escomptait ouvrir ses activités, quelques jours après l'attaque contre Palma. Cette dernière entend y développer ses deux mégas usines de gaz naturel liquéfié (GNL) et ses deux trains de liquéfactions à Afungi, précisément, à 25 km de la ville de Palma, passée aux mains des Shabab mozambicains, puis désormais libérée par les forces armées mozambicaines. D'un montant de 23 milliards US\$, pour une production annuelle de 13,12 millions t de GNL – prévue d'ici 2024 – il s'agit là du plus important investissement étranger dans le pays et du plus gros projet de Total dans le monde. L'on y estime les réserves off-shore à 5000 milliards m³ de gaz.

Le pays sera, avec la découverte de 160 trillions de pieds cubes, un des principaux producteurs de GNL d'ici une vingtaine d'années. En développant cette gigantesque manne gazière, le Mozambique deviendrait ainsi le quatrième exportateur de GNL après les USA, le Qatar, l'Australie, avec une production qui devrait atteindre les deux tiers de celle du Qatar en 2030. Avec des recettes fiscales annuelles équivalentes à 3 milliards US\$ par an, le Mozambique verrait ainsi son budget être multiplié par



Photo de propagande d'une milice al-Shahab. Ces organisations se disent liées à la mouvance de l'Etat islamique.

deux. Pourtant, le produit national brut par habitant y est le plus faible du continent africain, où 50 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (1,9 US\$ – 1,7 € par jour). Après l'attaque de Palma et sa libération quelques jours après par les forces armées mozambicaines, Total a pourtant décidé de fermer son site et de rapatrier tous ses employés vers Mayotte et Maputo. Nul étonnement, dès lors, que le président de la République, Emmanuel Macron, ait à travers un récent tweet rappelé à la suite d'une précédente attaque que *« le terrorisme islamiste est une menace internationale, qui appelle une réponse internationale »*. L'Union africaine a appelé, quant à elle, à *« une action régionale et internationale urgente »*.

Une internationalisation inévitable, en écho à une faible mobilisation régionale ?

La prise de conscience de la dangerosité de l'ancrage de ce nouveau foyer terroriste en Afrique orientale et australe est néanmoins balbutiante. L'Afrique du Sud – qui craint une extension de la menace – et le Portugal ont récemment confirmé collaborer ensemble, en vue d'une éventuelle mobilisation de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Southern African Development Community, SADC).

Un Sommet des 16 chefs d'Etat qui la composent est prévue à cet effet le 29 avril prochain. Sans attendre cette réunion, le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a d'ores et déjà indiqué que la Force d'intervention de la SADC devrait être prochainement déployée. Il n'en fallait pas plus pour que les très mauvais souvenirs de la précédente intervention des troupes

zimbabwéennes au Mozambique dans les années 1985-1990 ressurgissent. Le président mozambicain se montre ainsi peu enclin de confirmer, au vu et au su de ses voisins, le sous-équipement criant de ses forces armées, par rapport à celles, nettement plus opérationnelles du Botswana. Gaborone ne manquerait pas de revendiquer le leadership opérationnel d'une telle éventuelle opération militaire de la SADC.

Par ailleurs, la relation est particulièrement tendue entre les différents présidents tanzaniens et mozambicains depuis une vingtaine d'années. La franche hostilité entre le tanzanien Jakaya Kikwete (président de 2005 à 2015) et son homologue mozambicain Armando Guebuza (président de 2005 à 2015) s'est poursuivie avec leurs successeurs, John Magufuli et Felipe Nyusi. Quelle sera l'attitude de la nouvelle présidente Samia Suluhu Hassan, prompt à s'offusquer d'une exploitation gazière sur le bassin de Rivuma, mitoyen des deux ZEE, qui occulte, pourtant les demandes d'exploitation off-shore partagées ?

Pour pallier ce blocage régional, le Portugal a décidé l'envoi en urgence de 50 à 60 militaires pour aider le Mozambique, qui semble incapable de faire face seul aux djihadistes. Tout juste convient-il de constater que les Forças Armadas de Defesa de Moçambique, très vite débordées, ont pu bénéficier de l'apport en « sous-traitance » des sociétés militaires privées russe, Wagner, et sud-africaine, Dyck Advisory Group (DAG). Ce sont, du reste, les trois hélicoptères légers de combat de DAG qui ont permis de chasser les Shabab de Palma. Les récentes attaques qui ont endeuillé les populations autour des

localités de Palma et, précédemment, de Pemba, d'Aldeia da Paz et de Mocimboa de Praia, tendent à démontrer l'urgence d'une mobilisation internationale pour faire face à cette nouvelle résurgence australe de Daesh.

Il y a en effet urgence, comme ne cesse de le rappeler les membres de la Communauté de Sant'Egidio, qui précisent que les terroristes du mouvement Ansar Al-Sunna sont des islamistes kenyans venus s'installer en Tanzanie en 2015 puis chassés en 2017. Ceux-ci sévissent désormais, plus au sud, dans la région septentrionale du Mozambique. Ceux-ci sont désormais appelés l'Etat Islamique (EI) de la « province d'Afrique centrale » (ISCAP) et entendent maintenant instaurer la charia dans l'ensemble du pays.

Le djihadisme est-il le seul vecteur de l'insurrection ?

Du reste, la nouvelle administration Biden vient de classer l'ISCAP, Ansar Al-Sunna et le mouvement d'origine ougandaise des Forces démocratiques alliées – parfois appelées Madina at Tauheed Wau Mujahedeen – agissant à l'est de la République démocratique du Congo dans le Nord-Kivu et l'Ituri, comme des organisations terroristes affiliées à Daesh. L'ISCAP, par la voix de son chef, Abu Yasir Hassan, avait d'ailleurs déclaré son allégeance à l'EI en avril 2019. C'est en août de la même année que l'EI reconnaissait cette affiliation. Beaucoup spéculent, néanmoins, sur l'opportunité d'une telle décision. Certains y voient une précipitation intéressée de Washington. En effet, la qualification des Shabab mozambicains en organisation terroriste liée à Daesh ferme la porte à toute négociation avec ces groupes armés. Cette décision américaine arrange du reste Maputo. De nombreuses zones d'ombres sont apparues, récemment, quant à une possible collusion entre services de renseignement mozambicain et les Shabab (ISCAP), à l'aune d'un hiatus de plus en évident entre l'état-major des Forças Armadas de Defesa de Moçambique et la Présidence.

L'inimitié notoire entre le président Felipe Nyusi et l'ancien ministre de la Défense, Alberto Chipande, lui-même originaire du Cabo Delgado, conforte un agenda politique des forces armées qui remonte aux premières heures de l'indépendance. Il convient en effet de se rappeler que la création du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) en 1962 advient aussi dans le contexte du prosélytisme marxiste, qui aboutit à la Révolution portugaise des Œillets, qui chassa du pouvoir, le 25 avril 1974, Antonio de Oliveira Salazar et porta au pouvoir des militaires hostiles à la colonisation lusophone. Ce sont ces derniers qui ont « porté » le FRELIMO, arrivé au pouvoir après une guerre civile qui provoqua, entre 1977 et 1992, le décès de 900'000 personnes. Il faut aussi se souvenir que, contrairement à l'Angola, le Mozambique et le Zimbabwe étaient davantage dans la sphère d'influence de la Chine maoïste que de celle de l'URSS marxiste. Depuis la fin de la guerre civile, le FRELIMO, encore au pouvoir, estime que le pays lui appartient littéralement !

Or, les forces armées mozambicaines sont faiblement dotées en matériel lui permettant de mener des opérations



Ci-dessus : Militants islamistes et rebelles.

Ci-dessous : Des unités de l'armée mozambicaine sont employées à des tâches de stabilisation, dans une région riche en hydrocarbures. A proximité du Cabo Delgado, les côtes sont riches en gaz naturel, qui est capté par des plateformes off-shore.



de contre-insurrection face à l'ISCAP, faiblement armé, mais agile et mobile. Les forces armées du Mozambique ne peuvent ainsi bénéficier que de deux hélicoptères de combat Mi-24 ! Pourtant, malgré une mobilisation sans faille du Pap, qui s'est rendu au Mozambique en septembre 2019, l'appel à l'aide régionale et internationale du président Felipe Nyusi, n'a pourtant guère été entendue.

L'Union européenne, le Portugal et la France à la rescousse ?

Réélu, dès le premier tour, en octobre 2019, le président mozambicain a encore renouvelé son incantation en faveur d'une plus forte coopération sécuritaire, à l'aune de la présidence semestrielle de l'Union européenne, assumée, depuis le 1^{er} janvier dernier, par son ancienne puissance colonisatrice, le Portugal. Le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa et le premier ministre, Antonio Costa, ont proposé l'aide sécuritaire du Portugal, en décidant d'envoyer 50 à 60 militaires chargés de former les forces spéciales mozambicaines. Les fusiliers-marins mozambicains sont déjà formés, depuis le 15 mars dernier, par la douzaine de Rangers américains envoyés par la nouvelle administration Biden.

Cette présence « symbolique » des militaires portugais pourrait préfigurer, du reste, une action plus structurée de l'Union européenne. La réunion des 27 ambassadeurs du Comité politique et de sécurité du Conseil de l'Union européenne, le 31 mars dernier, semble ainsi ouvrir la voie à une nouvelle mission de formation et d'entraînement (EUTM) sur le modèle de celles existantes au Mali et en RCA. L'on évoque déjà l'accord de la France, de la Suède, de l'Espagne pour l'envoi de 120 à 150 hommes, en vue de la formation de 5'000 à 6'000 militaires parmi les 12'000 qui composent les forces armées mozambicaines. L'on parle, également, d'une extension de l'opération maritime européenne EUNAVFOR Atalanta, des côtes de la Somalie, jusqu'à celles de la Tanzanie et du Mozambique.

La dernière réunion des ministres de la Défense des 30 membres de l'OTAN a également permis à la ministre de la Défense française, Florence Parly, et à son homologue portugais, Joao Gomes Gravinho, d'évoquer quelques pistes d'actions communes pour tenter d'éviter une « sahélistation » de l'ISCAP et d'aider le Mozambique à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent. L'ancien secrétaire général de la SADC, le mozambicain Tomaz Augusta Salomao, est venu prévenir dimanche 11 avril dernier de ce risque de « sahélistation » via les ondes de la Televisao de Moçambique.

Eviter une « sahélistation » du conflit ?

Les similitudes peuvent paraître précieuses entre les deux théâtres d'action des mouvements djihadistes qui s'y déploient. Les Portugais étant très actifs au Sahel, aux côtés des éléments français et autres partenaires européens (au sein de la montée en puissance de la Task Force Takuba, de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali,

MINUSMA), de l'*European Union Training Mission* (EUTM-Mali), il ne serait pas illogique que Lisbonne trouve légitime que la France puisse accompagner, en retour, l'agenda de stabilisation que le Portugal pourrait être amené à mener au Mozambique, colonie portugaise de 1498 à 1975.

Pourtant, l'absence paradoxale d'Etat dans une région éloignée de 2'000 km de la capitale Maputo, et pourtant potentiellement poumon futur du développement économique du pays – qui pourrait faire doubler le budget de l'Etat –, de possibles collusions entre groupes armés et éléments des forces armées sur fond d'économie parallèle, l'insuffisante montée en puissance des forces africaines en attente au niveau régional, l'externalisation de la sécurité à des acteurs étrangers, la porosité des frontières bénéficiant aux djihadistes ainsi que la dimension transfrontalière du rayonnement des actions de l'ISCAP de part et d'autre de la frontière entre la Tanzanie et le Mozambique, offrent nombres de similitudes avec le modèle de l'enkystement des GAT dans la région des trois frontières (Mali, Niger, Burkina Faso) ou encore dans la région du lac Tchad et de la forêt de Sambisa (Nord-Est du Nigéria), de la région camerounaise de l'Extrême-Nord, et de Diffa, au Sud-Est du Niger.

La dynamique complexe qui semble caractériser dorénavant l'ancrage durable des organisations terroristes dans les périphéries des Etats fragiles du continent va aussi de pair avec l'endogénéisation d'opportunité de ses combattants. Au Cabo Delgado, la plupart d'entre eux sont issus de la communauté Mwani, à dominante musulmane, se sentant marginalisée, favorise *de facto* une forte radicalisation de cette jeunesse désœuvrée dans un pays où 50 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Pour éviter qu'une telle contagion se reproduise qui risque de contaminer l'Afrique australe, comme auparavant les parties septentrionales de la rive orientale du continent (Somalie, Kenya), il faut agir vite, avant qu'il ne soit trop tard et qu'un nouveau front anti-terroriste ne doive mobiliser la communauté internationale, huit ans après avoir dû le faire dans la bande sahélo-saharienne.

E. D.